Revue de presse

Articles publiés entre le 06 Janvier et le10 janvier 2014

30ème année de l'accord de victoria.....2

Présidentielle Malgache.....16

Economie.....23

Tourisme.....26

Développent durable.....28

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Seychelles NATION

« La COI est née aux Seychelles »

10-January-2014





La COI (Commission de l'Océan Indien) est née aux Seychelles. C'est ce qu'a rappelé le secrétaire général de l'organisation régionale M. Jean-Claude de l'Estrac hier lors d'une conférence de presse au Ministère des Affaires étrangères à Mont Fleuri.

Celui-ci était accompagné du Ministre comorien des Relations extérieures et de la Coopération chargé de la Diaspora et président en exercice de la COI, M. El-Anrif Said Hassane, et du Ministre seychellois des Affaires étrangères M. Jean-Paul Adam.

M. de l'Estrac a rappelé que dans les années 70, bien avant la création de la COI, existait une organisation qui avait pour nom 'Conférence des Partis et des Etats Progressistes du Sud-ouest de l'Océan Indien' et qui se réunissait régulièrement aux Seychelles. C'est des cendres de cette organisation qu'est née la COI, comme il n'a pas manqué d'expliquer :

« C'est là qu'est née l'idée de la coopération, elle-même née d'un soucis, d'un besoin de solidarité et de partage. Nous sommes partis de l'idée que seul et avec peu de moyens nous pouvions faire peu de choses mais qu'ensemble, en mutualisant nos

ressources, même si nous n'en n'avons pas beaucoup, nous pourrions développer des projets communs, une stratégie commune au profit d'une vision commune de développement au profit de nos populations ».

L'occasion du point de presse : Les 30 ans de la COI qui sont célébrées aujourd'hui même. Hélas, 30 ans déjà que fut signé l'Accord de Victoria qui donna naissance à l'organisation régionale. Une grande partie de la grande famille politico-diplomatique indienne océanique se retrouve en effet de nouveau réunie aux Seychelles 30 ans après, pour fêter ce que le ministre Adam a qualifié « d'anniversaire historique ».

Comme l'a encore fait remarquer le ministre Adam, jusqu'à ce jour la COI est l'organisation la plus importante pour les îles du sud-ouest de l'Océan Indien. Le chef de la diplomatie seychelloise a rajouté qu'en cette année dédiée aux petits États insulaires, le timing de cette célébration prend davantage d'importance car la COI est la seule organisation de la région à défendre la spécificité des petits États insulaires.

Il a également souligné les possibilités de partage qu'offre l'espace commun au niveau, entre autres, de la communication, le développement linguistique, le tourisme et l'exploitation de nos ressources marines dans le cadre du concept de l'économie bleue prôné par le Président seychellois, M. James Michel.

Et quelles ont été pendant ces 30 dernières années les plus grandes réalisations de la COI ?

Pour le secrétaire général, « le plus important c'est d'exister, de partager cette idée de coopération et de partage». M. de L'Estrac souligne au passage que cette coexistence n'était pas gagnée d'avance vu notre histoire coloniale qui avait créée entre nous des relations de concurrence.

« Nous étions organisés non pas pour être ensemble, au contraire nous étions divisés au service d'autres intérêts. La plus belle réalisation c'est d'avoir renversé cette tendance et d'être ensemble et de comprendre, de savoir que nous avons une histoire commune et un intérêt commun et que nous pouvons bâtir sur un socle commun. Ça a l'air de rien de dire comme ça mais nous venons de loin », fait-il remarquer.

Il sort quand même deux exemples qui selon lui dépassent la COI mais dont l'organisation est à l'origine avec ce qu'il appelle « sa super structure intellectuelle ». D'abord l'accord entre les Seychelles et Maurice sur les bancs communs de pêche qu'il qualifie d'unique au monde et qui selon lui aurait pu être ailleurs à l'origine d'une guerre. Ensuite, le récent retour à l'ordre constitutionnel à Madagascar. Ce succès à la fois diplomatique et politique est d'ultime importance pour la région car la grande île est de loin le plus grand pays de la COI et représente 90% de son territoire terrestre, 95% de sa population et la grande majorité de ses ressources.

Dans la foulée, le secrétaire général da la COI va nous citer d'autres réussites de l'organisation qui est pour lui un exemple de développement durable. Parmi ceux-ci justement, le projet 'Islands' qui vise au développement durable de nos îles, la formation et renforcement des capacités, la protection de la zone de pêche qui compte 5 millions de km2, sans oublier la lutte contre la piraterie qui est devenue une base de coopération internationale sans précédent.

A ce propos, au ministre Adam de rajouter : « Ce qu'a fait la COI dans le cadre de la lutte contre la piraterie est maintenant la base d'une négociation plus large dans la mesure où l'expérience de la COI est appliquée en Afrique de l'Ouest et dans un espace plus large de l'Océan indien ».

Pour la COI, tous les projets dans lesquels 130 millions d'euros ont été investis pendant les derniers cinq ans pour sauvegarder l'intérêt du, comme dirait le chanteur seychellois Patrick Victor, « peuple de l'Océan Indien » ont eu un retombé économique important pour la région. Ce qui dans les yeux de ses partenaires économiques a positionné la COI dans une sous région africaine autrement marquée par des conflits, comme l'organisation la plus efficace dans la mise en œuvre et la réalisation de projets.

Finalement, quels sont les défis et comment se présente l'avenir de la COI ?

« Nous n'allons pas passer ces deux jours à se féliciter, nous allons regarder l'avenir », a répondu le secrétaire général.

Pour, comme le dit M. de l'Estrac « faire face aux défis des 30 prochaines années et s'assurer que la chaine se solidifie », il faudra améliorer la communication maritime, aérienne et audio-visuelle entre les iles. Sur ce dernier point, se dessine le projet d'une télévision régionale.

Il faudra également assurer au sein de chaque pays la bonne gouvernance et l'état de droit, ce qui contribuera à faire de l'Océan Indien une zone de paix et de stabilité.

Et toujours parlant de la région, au secrétaire général de conclure dans son langage d'ancien journaliste : « Tout commence avec la COI […] et dans la COI tout est un tout ». Pas étonnant alors qu'il souhaite qu'à l'avenir la COI ne soit plus une Commission, mais plutôt une Communauté.

http://www.nation.sc/article.html?id=240334

Seychelles NATION

Remise de matériel aux Gardes Côtes seychelloises

10-January-2014





Dans le cadre des célébrations des 30 ans de la Commission de l'Océan Indien (COI), l'organisation de coopération régionale a remis hier aux Gardes Côtes seychelloises un lot de matériel.Le lot de matériel consiste de trois projecteurs d'éclairage à longue portée. La donation vient s'ajouter à la remise de deux jumelles faite l'année dernière.Étaient présents : M. Jean-Paul Adam, Ministre des Affaires étrangères ; son homologue de la République des Comores et président en exercice du Conseil de la COI, M. Anrif Said Hassane ; l'ambassadrice de France aux Seychelles,

Mme Geneviève Iancu ; le secrétaire général de la COI, M. Jean-Claude de l'Estrac ; et les chefs de délégation des pays membres de la COI présents pour la commémoration de l'anniversaire.Cette cérémonie de remise d'équipements légers qui s'est déroulée à la base navale de l'Ile Persévérance, s'inscrit dans le cadre des activités du programme régional 'Maritime Security' (MASE), financé par l'Union Européenne à la hauteur de 37,5 millions d'Euros pour une durée de cinq ans, et destiné aux pays membres de la COI et de l'Afrique Australe et Orientale.

Dans le cadre de ce programme, la COI a pour objectif de renforcer les capacités opérationnelles de la sécurité maritime des États de la région par la mise en place d'une patrouille maritime coordonnée et d'un mécanisme de fusion et d'échanges d'information.

C'est l'officier naval supérieur, le lieutenant-colonel Georges Adeline, qui au nom des Gardes Côtes, a accepté la donation des mains du secrétaire général de la COI. Il a donné son assurance que les Gardes Côtes seychelloises feront bon usage du matériel, tout en souhaitant d'autres partenariats du même genre dans le futur.

M. de l'Estrac a rappelé la vulnérabilité des pays de l'Océan Indien, surtout les Seychelles, face aux activités de piraterie dans la région. Il a souligné que même si ces derniers temps nous avons enregistré une baisse d'attaques de pirates, nous n'allons pas baisser le bras et resterons plutôt vigilants face aux pirates bien organisés et ayant parfois des moyens supérieurs aux nôtres.

Il a souhaité que le matériel sera utile pour les patrouilleurs seychellois, leur permettant de détecter les bateaux ennemis à partir d'un distance sure.

M. Jacques Belle, directeur de l'Unité anti-piraterie de la COI, a exprimé sa reconnaissance à l'Union Européenne pour son soutien dans la lutte anti-piraterie dans la région. Il a dit que cette coopération renforce deux principes fondamentaux de la COI, à savoir l'établissement de liens d'amitié entre les peuples et le développement des pays de la région.

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

COI : l'accord de Victoria fête ses 30 ans

09/01/2014

La commission de l'océan Indien (COI) célèbre le 30ème anniversaire de l'Accord de Victoria les 9 et 10 janvier, aux Seychelles, sous la présidence du président de la République des Seychelles James Alix Michel. Les ministres des Affaires étrangères de l'océan Indien participeront à une série d'événements commémoratifs ainsi qu'à plusieurs réunions de travail aux côtés du ministre des Affaires étrangères des Seychelles, Jean Paul Adam. Pour la France, Claudine Ledoux, ambassadrice déléguée à la coopération régionale dans la zone de l'océan Indien, représentera le ministre Laurent Fabius.
Posté par IPR il y a 2 heures



Plusieurs événements se dérouleront au cours de cette célébration. Deux réunions ministérielles sont organisées : une informelle en vue de la préparation du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI, une autre réunion préparatoire à la 3e conférence internationale des Nations unies sur les PIED prévue en septembre à Samoa. Auront aussi lieu la présentation de l'ouvrage *Les Ailes de l'intégration régionale*, un plaidoyer de la COI pour une nouvelle stratégie du transport aérien, le dévoilement d'une plaque commémorative par le président en exercice de la COI et le secrétaire général, ainsi que l'inauguration de l'Institut créole international, et une initiative du gouvernement seychellois. La manifestation se terminera par le lancement de la deuxième édition du magazine *IndianOcéaniques,* dédiée aux Seychelles.

http://www.ipreunion.com/actualites/reportage/2014/01/09/seychelles-coi-l-accord-de-victoria-fete-ses-30-ans,23669.html

Les Seychelles et la COI commémorent les 30 ans de l'Accord de Victoria

10 janvier 2014



La célébration du trentenaire de l'Accord de Victoria, ayant institué en 1984 la Commission de l'Océan Indien, a débuté jeudi aux Seychelles, en présence de nombreuses personnalités issues des pays membres.

Les membres de la COI ainsi que les principaux partenaires de cette organisation régionale se réunissent pour deux jours aux Seychelles pour célébrer les 30 ans de l'Accord général de coopération entre les États membres signé le 10 janvier 1984 à Victoria.
La principale cérémonie de commémoration sera présidée par le dirigeant seychellois James Michel. Il sera entouré du Secrétaire General de la COI, Jean-Claude de l'Estrac qui est à l'origine de l'organisation dont « *la mission principale est de contribuer au progrès et au développement de ses Etats membres dans un esprit de coopération, de partage et de solidarité* », comme le rappelle le portail de la présidence seychelloise. Ce grand rendez-vous verra aussi la présence des principaux signataires de l'accord dont le Dr. Maxime Ferrari et Anil Gayan, respectivement anciens ministres seychellois et mauricien des Affaires étrangères, ainsi que leurs homologues El Anrif Said Hassane (Comores), Arvin Boolell (Maurice), Ulrich Jacques Andrianantiana (Madagascar), Jean Paul Adam (Seychelles). Le ministre Laurent Fabius, quant à lui, sera représenté par Claudine Ledoux, ambassadrice de France, déléguée à la coopération régionale dans la zone de l'océan Indien.
Une plaque commémorative sera dévoilée pour l'occasion de même qu'un ouvrage intitulé « Les Ailes de l'intégration régionale », dans lequel la COI présente sa nouvelle stratégie du transport aérien.
Au cœur de la célébration figure également le lancement de l'institut Créole International, une initiative commune des autorités réunionnaises et seychelloises.

Enfin, une réunion interministérielle des membres de l'organisation se tiendra à Mahé en vue de la préparation de la 3e conférence internationale des Nations unies sur les PIED (Petits Etats insulaires en développement) prévue en septembre, à Samoa.

Pour rappel, Madagascar, Seychelles et Maurice ont été les premiers pays à avoir constitué la COI en 1982. Le concept d'Indianocéanie est né lorsque la Réunion et l'Union des Comores ont rejoint l'organisation régionale le 10 janvier 1986.

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/598175-Les-Seychelles-et-la-COI-commemorent-les-30-ans-de-l-Accord-de-Victoria

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Al-Watwan du 09/01/2013

NATION — Al-watwan N° 2343 du jeudi 9 janvier 2014 — Page 3

La Coi fête les trente ans de l'Accord général de Victoria

Les Seychelles accueillent aujourd'hui et demain, vendredi 10 janvier, le trentième anniversaire de l'Accord de Victoria, qui a institué la Commission de l'océan Indien (Coi) en 1984. A l'invitation du gouvernement seychellois, les ministres des Affaires étrangères des Etats membres ou leurs représentants et le Secrétaire général de la Coi participeront à une série d'évènements commémoratifs ainsi qu'à plusieurs réunions de travail.

Selon le calendrier officiel, établi pour la circonstance, la cérémonie officielle de l'anniversaire sera présidée par le chef de l'Etat des Seychelles, James Alix Michel, en présence du président en exercice du Conseil de la Coi, le ministre comorien des Relations extérieures, El-Anrif Said Hassane, et de deux anciens ministres et signataires de l'Accord général, Dr Maxime Ferrari (Madagascar) et Anil Gayan (Maurice). Seront également à Victoria, lieu de la signature de l'Accord général de coopération entre les Etats membres de la Coi, les ministres Arvin Boolell (Maurice), Ulrich Jacques Andrianantiana (Madagascar), aux côtés du ministre des Affaires étrangères des Seychelles, Jean Paul Adam. Claudine Ledoux, ambassadrice de France et déléguée à la coopération régionale dans la zone de l'océan Indien, représentera le ministre Laurent Fabius (France/Réunion).

Une série d'évènements à Victoria

Une série d'évènements est organisée autour de cette commémoration, notamment une réunion ministérielle informelle en vue de la préparation du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Coi prévu au deuxième semestre de l'année, une réunion ministérielle préparatoire à la troisième conférence internationale des Nations unies sur les Petits Etats insulaires en développement (Pied) prévue en septembre à Samoa, et la présentation de l'ouvrage «Les Ailes de l'intégration régionale», un plaidoyer de la Coi pour une nouvelle stratégie du transport aérien.

Le président en exercice de la Coi et le secrétaire général de l'organisation procéderont également au dévoilement d'une plaque commémorative.

Il y aura également l'inauguration de l'Institut Créole International, une initiative du gouvernement seychellois, et le lancement de la deuxième édition du magazine *Indian Océanique,* dédiée aux Seychelles.

Il est à rappeler que l'organisation intergouvernementale Commission de l'océan Indien (Coi) est créée en 1982, à Port-Louis à l'île Maurice, et



institutionnalisée en 1984 par l'Accord de Victoria (Seychelles). En effet, en juin 1982, à l'initiative du gouvernement mauricien, Maurice, Madagascar et les Comores, à titre d'observateur, constituèrent la Commission de l'océan Indien (Coi), et le souci de développer la coopération dans ce cadre conduisit à la signature, le 10 janvier 1984, à Victoria, de l'Accord général de coopération entre les trois Etats.

Lors de la quatrième session ministérielle, réunie à Maurice le 10 janvier 1986, furent signés les protocoles d'adhésion à l'accord de la France pour le compte de la Réunion et des Comores qui s'étaient portés candidats l'année précédente.

Trois fondateurs et un dépositaire

Le protocole d'adhésion de cette dernière a apporté, cependant, deux précisions au texte constitutif de la Coi : les trois membres fondateurs sont désormais distingués et les Seychelles sont désignés comme Etat dépositaire de l'accord général de coopération.

Ainsi, l'organisation réunit cinq pays de la région océan Indien occidental : Union des Comores, France/Réunion, Madagascar, Maurice, Seychelles. Sa mission principale est de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les populations de l'Indianocéanie, et de bâtir des projets régionaux de développement durable, destinés à les protéger, améliorer leurs conditions de vie et préserver les ressources naturelles dont elles dépendent fortement.

Rassemblés par
Mohamed Soilihi Ahmed

http://www.alwatwan.net/index.php?home=actu.php&title=Commission-de-l-Ocean-Indien-La-region-fete-les-trente-ans-de-l-Accord-general-de-Victoria&actu_id=6090

Seychelles NATION

La COI se rassemble aux Seychelles pour fêter le trentenaire de l'Accord de Victoria

10-January-2014



M. Adam, M. de l'Estrac et M. El-Anrif Said Hassane (photo de la droite) lors de la réunion avec les points focaux nationaux des projets et référents techniques de la COI



La COI (Commission de l'Océan Indien) fête ce vendredi 10 janvier le trentenaire de l'Accord de Victoria, qui a institué l'organisation régionale en 1984.

C'est à l'initiative du gouvernement mauricien, en décembre 1982 que trois Etats – Seychelles, Madagascar et Maurice – s'étaient réunis à Port Louis le 22 décembre 1982 pour former la Commission de l'Océan Indien, une organisation à vocation régionale dont la mission principale est de contribuer au progrès et au développement de ses Etats membres dans un esprit de coopération, de partage et de solidarité.

Deux ans plus tard, en janvier 1984, la COI a été institutionnalisée par l'Accord général de coopération de Victoria.

Lors de la 4ème session ministérielle réunie à Maurice, le 10 janvier 1986, l'organisation accueillait parmi ses membres l'Union des Comores et la France/Réunion. L'Indianocéanie pouvait alors exister.

A noter que l'heureuse initiative de cette ambition de coopération régionale revient à Jean Claude de l'Estrac, alors Ministre des Affaires étrangères de Maurice. Il obtenait rapidement le soutien de M. Christian Rémi Richard, alors chef de la diplomatie de Madagascar et de M. Maxime Ferrari, Ministre des Affaires étrangères des Seychelles comme objectifs de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les territoires de la région, unis par une histoire commune, et de favoriser le développement économique durable de ses pays.

Pour fêter ce 30ème anniversaire, tous les pays membres – les Comores, La France/Réunion, Madagascar, l'Ile Maurice les Seychelles – ainsi que le secrétaire général, le Mauricien Jean-Claude de l'Estrac, et les partenaires de la COI, participent à deux jours d'activités seront marqués par de nombreuses rencontres aussi importantes les unes que les autres.

Les célébrations se veulent avant tout une occasion d'échanges et de consultations sur des sujets qui revêtent une grande importance pour la COI et les Petits Etats insulaires en développement.

e vendredi, le Président de la République des Seychelles, M. James Michel présidera la principale cérémonie de commémoration et dévoilera une plaque commémorative dans le jardin de la National House, là où a été signé l'Accord de Victoria.

Plusieurs événements se sont déroulés hier. Il y avait une réunion avec les points focaux nationaux des projets et référents techniques de la COI avec pour objectif de s'assurer que les parties prenantes au niveau national connaissent la COI, sa mission et ses actions.

Ont aussi eu lieu une réunion informelle des chefs de délégation et du Secrétaire général de la COI, le Mauricien Jean-Claude de l'Estrac, en vue de la préparation du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI, une rencontre sur la desserte

aérienne et tourisme et une présentation de l'ouvrage Les Ailes de l'intégration régionale.

Le Ministre seychellois des Affaires étrangères, M. Jean-Paul Adam, le Ministre comorien des Relations extérieures et de la Coopération chargé de la Diaspora et qui est également le président en exercice de la COI, M. El-Anrif Said Hassane, et M. de l'Estrac ont animé les débats.

Ce vendredi, il y aura également l'inauguration de l'Institut Créole International à Au Cap, un spectacle aérien et saut en parachute effectué par les FAZSOI (Forces armées française de la zone du sud de l'Océan Indien), une réunion préparatoire à la 3e conférence internationale des Nations unies sur les Petits Etats insulaires en développement prévue en septembre à Samoa, et le lancement de la deuxième édition du magazine IndianOcéaniques dédié aux Seychelles.

A signaler qu'en trente années, les missions de la COI ont progressivement évolué vers la pérennité et la prospérité de l'Indianocéanie, un vaste espace marin deux fois et demie grand comme la Méditerranée.

http://www.nation.sc/article.html?id=240335

info RÉUNION•NET

COI : Les Seychelles célèbrent le 30ème anniversaire de l'Accord de Victoria

Mercredi 8 Janvier 2014

A l'invitation du gouvernement seychellois, la Commission de l'océan Indien (COI) célèbre, les 9 et 10 janvier, le trentenaire de l'Accord de Victoria, qui a institué l'organisation régionale en 1984. Les ministres des Affaires étrangères des Etats membres ou leurs représentants et le Secrétaire général de la COI participeront à une série d'évènements commémoratifs ainsi qu'à plusieurs réunions de travail.

Le calendrier officiel des évènements comprend en particulier:



Une célébration officielle de l'anniversaire de l'Accord de Victoria, sous la présidence du président de la République des Seychelles, James Alix Michel, en présence du Dr. Maxime Ferrari et de Anil Gayan, anciens ministres et signataires de l'Accord général. El Anrif Said Hassane, ministre des Affaires étrangères de l'Union des Comores et président en exercice du conseil de la COI, les ministres Arvin Boolell (Maurice), Ulrich Jacques Andrianantiana (Madagascar) participeront, aux côtés du ministre des Affaires étrangères des Seychelles, Jean Paul Adam à la manifestation. Claudine Ledoux, ambassadrice de France, déléguée à la coopération régionale dans la zone de l'océan Indien, représentera le ministre Laurent Fabius.
Une réunion ministérielle informelle en vue de la préparation du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI prévue au deuxième semestre de l'année.
Une réunion ministérielle préparatoire à la 3e conférence internationale des Nations unies sur les PIED prévue en septembre, à Samoa.
La présentation de l'ouvrage « Les Ailes de l'intégration régionale », un plaidoyer de la COI pour une nouvelle stratégie du transport aérien.

Le dévoilement d'une plaque commémorative par le président en exercice de la COI et le secrétaire général.
L'inauguration de l'Institut Créole International, une initiative du gouvernement seychellois.
Le lancement de la deuxième édition du magazine IndianOcéaniques, dédiée aux Seychelles.
http://www.inforeunion.net/COI-Les-Seychelles-celebrent-le-30eme-anniversaire-de-l-Accord-de-Victoria_a8534.html

Réunion

COI : l'accord de Victoria fête ses 30 ans

09/01/2014



La commission de l'océan Indien (COI) célèbre le 30ème anniversaire de l'Accord de Victoria les 9 et 10 janvier, aux Seychelles, sous la présidence du président de la République des Seychelles James Alix Michel. Les ministres des Affaires étrangères de l'océan Indien participeront à une série d'événements commémoratifs ainsi qu'à plusieurs réunions de travail aux côtés du ministre des Affaires étrangères des Seychelles, Jean Paul Adam. Pour la France, Claudine Ledoux, ambassadrice déléguée à la coopération régionale dans la zone de l'océan Indien, représentera le ministre Laurent Fabius.

Plusieurs événements se dérouleront au cours de cette célébration. Deux réunions ministérielles sont organisées : une informelle en vue de la préparation du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI, une autre réunion préparatoire à la 3e conférence internationale des Nations unies sur les PIED prévue en septembre à Samoa. Auront aussi lieu la présentation de l'ouvrage Les Ailes de l'intégration régionale, un plaidoyer de la COI pour une nouvelle stratégie du transport aérien, le dévoilement d'une plaque commémorative par le président en exercice de la COI et le secrétaire général, ainsi que l'inauguration de l'Institut créole international, et une initiative du gouvernement seychellois. La manifestation se terminera par le lancement de la deuxième édition du magazine IndianOcéaniques, dédiée aux Seychelles.
http://reunion.orange.fr/news/reunion/coi-l-accord-de-victoria-fete-ses-30-ans,691708.html

The Republic of Seychelles

Les Seychelles et la COI commémorent les 30 ans de l'Accord de Victoria

07.01.2014

Les Seychelles organisent, en collaboration avec la COI, les célébrations du 30e anniversaire de l'Accord General de Coopération entre les Etats membres de la Commission de l'Océan Indien signé le 10 janvier 1984 à Victoria.

Les célébrations auront lieu du 9 au 10 janvier 2014 à Mahé.

Tous les pays membres - Comores, France/Réunion, Madagascar et l'Ile Maurice - ainsi que le Secrétaire General et les partenaires de la COI, sont attendus à ces deux jours d'activités qui seront marqués par de nombreuses rencontres aussi importantes les unes que les autres.

Les célébrations se veulent avant tout une occasion d'échanges et de consultations sur des sujets qui revêtent une grande importance pour la COI et les Petits Etats insulaires en développement.

Le dévoilement d'une plaque commémorative et l'inauguration de l'Institut Créole International – Dévoilement d'une Plaque - seront également au nombre des moments forts de ces deux jours d'activités que le Ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Jean Paul Adam, entend accueillir comme une nouvelle occasion de réaffirmer « notre adhésion lucide et déterminée à une vision des destinées communes de nos cinq iles, forgée par l'écoute, l'addition et la richesse de toutes nos diversités et de toutes nos complémentarités ».

http://www.mfa.gov.sc/static.php?content_id=36&news_id=684

Présidentielle Malgache

Al-Watwan du 03/01/2013

Les observateurs aux élections malgaches reçus à Beit-salam

Les représentants des Comores à la mission d'observation de la Commission de l'Océan indien (Coi) aux élections présidentielles malgaches ont été reçus, mardi 31 décembre, par le chef de l'Etat. Ils étaient allés informer sur le déroulement des élections dans la Grande île voisine. Etant donné que les Comores président le conseil des ministres la Coi, le président Ikililou a désigné l'ancien président Azali Assoumani pour diriger les observateurs électoraux que la Coi avait déployés à Madagascar pour les deux tours du scrutin.

Azali Assoumani s'est dit «*honoré et fier*» d'avoir présidé cette mission de l'organisation sous-régionale. Selon lui, l'ensemble des Malgaches ont apprécié leur présence sur l'île arguant, en outre, qu'ils ont été bien accueillis ce qui a facilité le travail. Il n'y a eu que «*des échauffourées qui n'étaient d'ailleurs pas d'ordre à empêcher la tenue des élections*». L'ancien président Azali Assoumani a tenu à remercier, au passage, de nombreuses personnes ayant facilité leur mission, comme Fatoumia Ali Bazi ou encore les représentants de la Coi dans la Grande île.

Le chef de la mission d'observation a, enfin, affirmé défier toute personne de pouvoir donner un seul incident car «*des élections se sont déroulées dans la paix et la sécurité*». Au stade actuel, le dépouillement est, selon lui, à hauteur de 60% et on devrait connaitre les résultats en ce début du mois de janvier comme prévu.

Abdallah Mzembaba



MADAGATE.com

Madagascar-MAE: Visite de Claude Morel du Bureau de liaison de la COI

06 JANVIER 2014



COMMUNIQUE

Visite de courtoisie de Monsieur Claude Morel, Chef du Bureau de liaison de la COI au Ministère des Affaires étrangères, ce 06 janvier 2013 à 11 heures.

Après neuf (9) mois de mission à Madagascar, Monsieur Claude Morel, Chef du bureau de liaison de la Commission de l'Océan indien à Madagascar, a été reçu par Monsieur Ulrich Andriantiana, Ministre des Affaires étrangères, pour une visite d'adieu ce lundi 06 janvier 2014 à 11 heures à Anosy.



Une rencontre qui a été une occasion pour Monsieur le Ministre de présenter ses remerciements, au nom du Gouvernement malagasy, de la contribution, de l'appui ainsi que de l'effort déployés par la Commission de l'Océan indien, pour Madagascar, particulièrement durant le processus électoral. Monsieur Ulrich Andriantiana a ajouté que, si une grande partie de la démarche vers la sortie de crise a été effectuée, c'est grâce au soutien indéfectible de la COI qui n'a pas failli à son rôle de leader dans la grande famille de l'Océan indien. Monsieur Ulrich Andriantiana a ainsi réitéré sa reconnaissance envers la COI et a fait part de son souhait de voir une collaboration encore plus que fructueuse pour un meilleur avenir pour les régions de l'Océan indien.

Pour sa part, Monsieur Claude Morel s'est exprimé en insistant sur le fait qu'il va quitter le pays « *avec une satisfaction d'avoir accompagné Madagascar dans le processus de sortie de crise* » et a souhaité que toutes les autorités puissent participer activement à la reconstruction d'un avenir meilleur pour la population malagasy. Pour terminer son intervention, Monsieur Morel a ajouté que son espoir repose sur l'évolution de la situation sociopolitique *« après élections »* et que « *Madagascar puisse retrouver une stabilité qui contribue à son propre développement ainsi qu'au développement des régions de l'Océan indien ».*

Service de la CommunicationDirection de l'Information et de la CommunicationMinistère des Affaires étrangères - Anosy

http://www.madagate.com/madagascar-informations-politiques-malagasy-photos-madagascar/a-la-une-de-madagascar/madagate-video-et-affiche/3794-madagascar-mae-visite-de-claude-morel-du-bureau-de-liaison-de-la-coi.html

Afriquinfos
L´actualité africaine à la minute...

Madagascar : Visite d'adieu du chef du Bureau de liaison de la COI au ministre des Affaires étrangères

6 janvier 2014

Le chef du Bureau de liaison de la Commission de l'Océan indien à Madagascar (COI), Claude Morel, a effectué une visite d'adieu au ministre des Affaires étrangères, Ulrich Andriantiana, ce lundi à Antananarivo, la capitale malgache, selon le communiqué du ministère malgache.

Le ministre malgache a profité de l'occasion pour présenter ses remerciements en ce qui concerne la contribution, l'appui ainsi que l'effort déployé par la COI, pour Madagascar, particulièrement durant le processus électoral.

Ulrich Andriantiana a ajouté que, si une grande partie de la démarche vers la sortie de crise a été effectuée, c'est grâce au soutien indéfectible de la COI qui n'a pas failli à son rôle de leader dans la grande famille de l'Océan indien.

Le ministre malgache a ainsi réitéré sa reconnaissance envers la COI et a fait part de son souhait de voir une collaboration encore plus que fructueuse pour un meilleur avenir pour les régions de l'Océan indien.

Pour sa part, Claude Morel s'est exprimé en insistant sur le fait qu'il va quitter le pays « avec une satisfaction d'avoir accompagné Madagascar dans le processus de sortie de crise » et a souhaité que toutes les autorités puissent participer activement à la reconstruction d'un avenir meilleur pour la population malagasy.

Pour terminer son intervention, Monsieur Morel a ajouté que son espoir repose sur l'évolution de la situation sociopolitique « après élections » et que « Madagascar puisse retrouver une stabilité qui contribue à son propre développement ainsi qu'au développement des régions de l'Océan indien ». Notons qu'après neuf mois en tant que chef du Bureau de liaison de la COI dans la Grande Ile que Claude Morel quitte le pays.

http://www.afriquinfos.com/articles/2014/1/6/madagascar-visite-dadieu-chef-bureau-liaison-ministre-affaires-etrangeres-240958.asp

Madagascar : Visite d'adieu du chef du Bureau de liaison de la COI au ministre des Affaires étrangères

7 Janvier 2014

Le chef du Bureau de liaison de la Commission de l'Océan indien à Madagascar (COI), Claude Morel, a effectué une visite d'adieu au ministre des Affaires étrangères, Ulrich Andriantiana, ce lundi à Antananarivo, la capitale malgache, selon le communiqué du ministère malgache.

Le ministre malgache a profité de l'occasion pour présenter ses remerciements en ce qui concerne la contribution, l'appui ainsi que l'effort déployé par la COI, pour Madagascar, particulièrement durant le processus électoral.
Ulrich Andriantiana a ajouté que, si une grande partie de la démarche vers la sortie de crise a été effectuée, c'est grâce au soutien indéfectible de la COI qui n'a pas failli à son rôle de leader dans la grande famille de l'Océan indien.
Le ministre malgache a ainsi réitéré sa reconnaissance envers la COI et a fait part de son souhait de voir une collaboration encore plus que fructueuse pour un meilleur avenir pour les régions de l'Océan indien.
Pour sa part, Claude Morel s'est exprimé en insistant sur le fait qu'il va quitter le pays « avec une satisfaction d'avoir accompagné Madagascar dans le processus de sortie de crise » et a souhaité que toutes les autorités puissent participer activement à la reconstruction d'un avenir meilleur pour la population malagasy.
Pour terminer son intervention, Monsieur Morel a ajouté que son espoir repose sur l'évolution de la situation sociopolitique « après élections » et que « Madagascar puisse retrouver une stabilité qui contribue à son propre développement ainsi qu'au développement des régions de l'Océan indien ». Notons qu'après neuf mois en tant que chef du Bureau de liaison de la COI dans la Grande Ile que Claude Morel quitte le pays.
http://www.madaplus.info/Madagascar-Visite-d-adieu-du-chef-du-Bureau-de-liaison-de-la-COI-au-ministre-des-Affaires-etrangeres_a8347.html

Madagascar : visite d'adieu du chef du Bureau de liaison de la COI au ministre des Affaires étrangères

(07/01/14)



Claude Morel, chef du Bureau de liaison de la Commission de l'Océan indien à Madagascar (COI).

ANTANANARIVO, (Xinhua) -- Le chef du Bureau de liaison de la Commission de l'Océan indien à Madagascar (COI), Claude Morel, a effectué une visite d'adieu au ministre des Affaires étrangères, Ulrich Andriantiana, ce lundi à Antananarivo, la capitale malgache, selon le communiqué du ministère malgache.

Le ministre malgache a profité de l'occasion pour présenter ses remerciements en ce qui concerne la contribution, l'appui ainsi que l'effort déployé par la COI, pour Madagascar, particulièrement durant le processus électoral.

Ulrich Andriantiana a ajouté que, si une grande partie de la dé marche vers la sortie de crise a été effectuée, c'est grâce au soutien indéfectible de la COI qui n'a pas failli à son rôle de leader dans la grande famille de l'Océan indien.

Le ministre malgache a ainsi réitéré sa reconnaissance envers la COI et a fait part de son souhait de voir une collaboration encore plus que fructueuse pour un meilleur avenir pour les ré gions de l'Océan indien.

Pour sa part, Claude Morel s'est exprimé en insistant sur le fait qu'il va quitter le pays « avec une satisfaction d'avoir accompagné Madagascar dans le processus de sortie de crise » et a souhaité que toutes les autorités puissent participer activement à la reconstruction d'un avenir meilleur pour la population malagasy.

Pour terminer son intervention, Monsieur Morel a ajouté que son espoir repose sur l'évolution de la situation sociopolitique « apr ès élections » et

que « Madagascar puisse retrouver une stabilité qui contribue à son propre développement ainsi qu'au développement des régions de l'Océan indien ».

Notons qu'après neuf mois en tant que chef du Bureau de liaison de la COI dans la Grande Ile que Claude Morel quitte le p

http://fr.africatime.com/madagascar/articles/madagascar-visite-dadieu-du-chef-du-bureau-de-liaison-de-la-coi-au-ministre-des-affaires



Madagascar : visite d'adieu du chef du Bureau de liaison de la COI au ministre des Affaires étrangères

6 janvier 2014

Le chef du Bureau de liaison de la Commission de l'Océan indien à Madagascar (COI), Claude Morel, a effectué une visite d'adieu au ministre des Affaires étrangères, Ulrich Andriantiana, ce lundi à Antananarivo, la capitale malgache, selon le communiqué du ministère malgache.

Le ministre malgache a profité de l'occasion pour présenter ses remerciements en ce qui concerne la contribution, l'appui ainsi que l'effort déployé par la COI, pour Madagascar, particulièrement durant le processus électoral.

Ulrich Andriantiana a ajouté que, si une grande partie de la dé marche vers la sortie de crise a été effectuée, c'est grâce au soutien indéfectible de la COI qui n'a pas failli à son rôle de leader dans la grande famille de l'Océan indien.

Le ministre malgache a ainsi réitéré sa reconnaissance envers la COI et a fait part de son souhait de voir une collaboration encore plus que fructueuse pour un meilleur avenir pour les ré gions de l'Océan indien.

Pour sa part, Claude Morel s'est exprimé en insistant sur le fait qu'il va quitter le pays « avec une satisfaction d'avoir accompagné Madagascar dans le processus de sortie de crise » et a souhaité que toutes les autorités puissent participer activement à la reconstruction d'un avenir meilleur pour la population malagasy.

Pour terminer son intervention, Monsieur Morel a ajouté que son espoir repose sur l'évolution de la situation sociopolitique « apr ès élections » et que « Madagascar puisse retrouver une stabilité qui contribue à son propre développement ainsi qu'au développement des régions de l'Océan indien ».

Notons qu'après neuf mois en tant que chef du Bureau de liaison de la COI dans la Grande Ile que Claude Morel quitte le pays.

http://french.xinhuanet.com/2014-01/07/c_133023400.htm

Africatime.com Madagascar

SADC-Madagascar : la levée des sanctions se profile

07/01/14)



Le Namibien Tuliameni Kalomoh, un émissaire de la Sadc.

La fin de la crise politique sera-t-elle pour bientôt ? Le processus est en cours surtout après la tenue du deuxième tour de l'élection présidentielle. D'ailleurs, un émissaire de la Sadc, le Namibien Tuliameni Kalomoh est déjà dans nos murs pour voir de près l'évolution de la situation. Si tout va pour le mieux, Madagascar pourrait pleinement réintégrer la Sadc. Avec l'arrivée à terme du processus électoral et le retour à l'ordre constitutionnel qui se profile à l'horizon, la place de Madagascar dans le concert des nations revient au devant de la scène. Récemment la Namibie, par le biais de la Communauté de développement des pays de l'Afrique australe (Sadc) a envoyé un émissaire dans la Grande île.

Il s'agit de l'ambassadeur Tuliameni Kalomoh qui répond à la proposition de la Namibie de mandater « un haut fonctionnaire au niveau de l'ambassade à la tête du bureau de liaison ». Cette décision a été prise au cours de la réunion du comité ministériel de la Troïka de la Sadc à Windhoek le 29 décembre 2013. « Nous avons envoyé l'ambassadeur Kalomoh à la tête du bureau de liaison à Madagascar. Les Malgaches ont

montré qu'ils veulent la présence de la Sadc au cours de ce processus », a indiqué la ministre namibienne des Affaires étrangères, Nandi- Ndaitwah.

Cette dernière a également déclaré que la conférence des donateurs, envisagée, ne peut être tenue qu'après certains processus tels que l'investiture du nouveau président, l'établissement d'un gouvernement ainsi que la levée des sanctions imposées à Madagascar. « Être dans une telle situation pendant quatre ans est très difficile et cela a laissé de nombreuses personnes avec des vues différentes. Par conséquent, la situation doit revenir à la normale afin que le peuple de ce pays puisse se concentrer sur le développement », a-t-elle déclaré.

La réunion de la troïka qui s'est tenue à Windhoek a d'ailleurs recommandé l'examen de la levée des sanctions contre Madagascar et la convocation d'une conférence des donateurs après la réussite du processus électoral. La réunion a également assuré le peuple et le gouvernement de Madagascar que la Sadc se tient prête à aider la Grande île à relever les défis de la réconciliation nationale et retrouver sa capacité à relancer le processus de développement.

http://fr.africatime.com/madagascar/articles/sadc-madagascar-la-levee-des-sanctions-se-profile

Economie

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

COMMERCE EXTÉRIEUR : Les négociations régionales et bilatérales en ligne de mire

Une intensification des discussions attendue en vue de conclure l'accord tripartite COMESA-EAC-SADC
7 January, 2014



Les dossiers de coopération commerciale sur les plans régional et bilatéral domineront à nouveau l'agenda des négociations pour l'année en cours. C'est ce qu'indiquent les proches de ces dossiers, tant dans le secteur public que dans les milieux du secteur privé. Il est estimé que

l'intensification des discussions au niveau des trois blocs régionaux que sont le COMESA, l'EAC et la SADC, pour la conclusion d'un accord de libreéchange tripartite d'ici juin, retiendra l'attention des négociateurs. L'un des points clés de ces négociations concerne les règles d'origine. Maurice a récemment accueilli une réunion du comité technique sur les règles d'origine et il reste encore, selon les spécialistes de ce dossier, encore plusieurs questions à régler. Les techniciens de la vingtaine de pays concernés doivent se rencontrer à nouveau en février pour arrêter les critères qui seront utilisés en matière de règles d'origine. Auparavant, les participants au Tripartite Trade Negociating Forum (TTNF) se réuniront pour peaufiner les textes de l'accord de libre-échange tripartite relatifs à la réduction des droits de douane, à la coopération douanière, à l'élimination des barrières non-tarifaires, ainsi qu'aux mesures sanitaires et phytosanitaires.Raju Jaddoo, secrétaire général de la Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI), souligne, dans son message de fin d'année aux membres de la Chambre, que celle-ci prend activement part aux négociations tripartites concernant l'accord de libreéchange entre les trois instances régionales. Il rappelle qu'en octobre 2013, la MCCI avait participé à la réunion tripartite visant à négocier sur le texte de la zone de libre-échange à Entebbe, en Ouganda. Interrogé, Assad Bhuglah, directeur de la division de politique commerciale au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, indique que les pays concernés par l'accord en question souhaitent compléter les négociations à la mi-2014 afin que le Sommet des chefs d'État, prévu au Caire dans le courant du second semestre, puisse donner son aval à la mise en place effective de cette zone de libre-échange.Au niveau sous-régional, les négociateurs mauriciens indiquent que la promotion du commerce des services au sein du COMESA et de la SADC sera au centre des débats. Les pays membres de ces deux blocs se penchent sur une série d'engagements qu'ils doivent respecter dans le cadre de l'ouverture de leurs marchés respectifs, plus précisément en matière des services touchant les secteurs des communications, du tourisme, du transport et des services financiers.Les tractations en vue du renouvellement de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) seront une préoccupation majeure pour les négociateurs et lobbyistes de Maurice et des autres pays éligibles d'Afrique sub-saharienne. L'AGOA arrivera à expiration en septembre 2015 et on s'attend à ce que la pression des pays africains, en vue du renouvellement de cet accord pour une période d'au moins dix ans, s'intensifie au fil des mois. Assad Bhuglah pense que le sommet 2014 de l'AGOA constituera une excellente occasion pour les protagonistes d'étudier les différentes options de nouvellement de l'accord. Les débats sur la question sont déjà ouverts au États-Unis, où des initiatives conjointes, par des représentants du Parti Républicain ainsi que du Parti Démocrate, ont été notées ces derniers mois en vue de rechercher un accord plus favorable pour les États-Unis autant que pour leurs partenaires africains. Sur le plan bilatéral, on s'attend à des réunions de travail entre les officiels américains et mauriciens dans le cadre du TIFA (Trade and Investment Framework Agreement).**« Full EPA »** Les relations commerciales entre

l'Union européenne et les pays ACP, plus précisément les discussions menant à la signature d'un texte complet concernant l'Economic and Partnership Agreement d'ici octobre prochain, constitueront un autre dossier important de l'agenda commercial pour cette année. La conclusion d'un « Full EPA » est importante, sans quoi les échanges commerciaux entre l'UE et les pays ACP non signataire d'un EPA seront régis par le General Preferences Scheme (GSP), qui est jugé moins favorable que les préférences commerciales inscrites dans un EPA. Maurice a déjà signé un EPA intérimaire avec l'UE, mais d'autres pays africains ne l'on pas encore fait et sont en outre réticents à signer un « Full EPA », à moins d'obtenir de nouveaux avantages. S'agissant des relations bilatérales, il est prévu que le deuxième round des négociations entre Maurice et la Tunisie, en vue de la conclusion d'un accord d'échanges préférentiels, ait lieu à Tunis à la fin de ce mois. Quant au Joint Working Group on Trade and Economic Cooperation entre Maurice et le Pakistan, on laisse entendre que de nouvelles initiatives sont prévues dans le courant de l'année en vue d'approfondir la coopération commerciale entre les deux pays.Par ailleurs, il est prévu que la politique commerciale de Maurice fasse l'objet d'un nouvel examen par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le cadre d'une « Trade Policy Review » programmée en octobre 2014. Des experts de l'OMC prépareront au préalable un rapport sur Maurice et des représentants du gouvernement, dont le ministre responsable du dossier du commerce international, seront ensuite interrogés par un panel d'experts de l'OMC.Les milieux mauriciens pensent que la dernière conférence ministérielle de l'OMC à Bali, en décembre 2013, a apporté un peu d'oxygène aux négociations commerciales, appelées « Doha Round ». La MCCI était présente à cette conférence dont le but, souligne Raju Jaddoo, était de « prendre un ensemble de décisions pour la simplification et la stimulation du commerce pour les pays en développement ainsi que les pays moins avancés ». Cette conférence, ajoute-t-il, a débouché sur « un accord historique » après presque 20 ans de négociations et qui, selon lui, servirait de « véritable catalyseur pour le commerce international ».

http://www.lemauricien.com/article/commerce-exterieur-les-negociations-regionales-et-bilaterales-en-ligne-mire

Seychelles NATION

2013 statistics: Record visitor arrivals boost tourism earnings

08-January-2014



Visitor arrival figures for 2013 stood at 230,272 – a new record – while tourism earnings jumped to US $343.6 million. The National Bureau of Statistics (NBS) and the Central Bank of Seychelles (CBS) released these figures this week. The NBS confirmed that as at December 31, 2013 the visitor arrival figure was 230,272, compared to 208,034 in 2012.

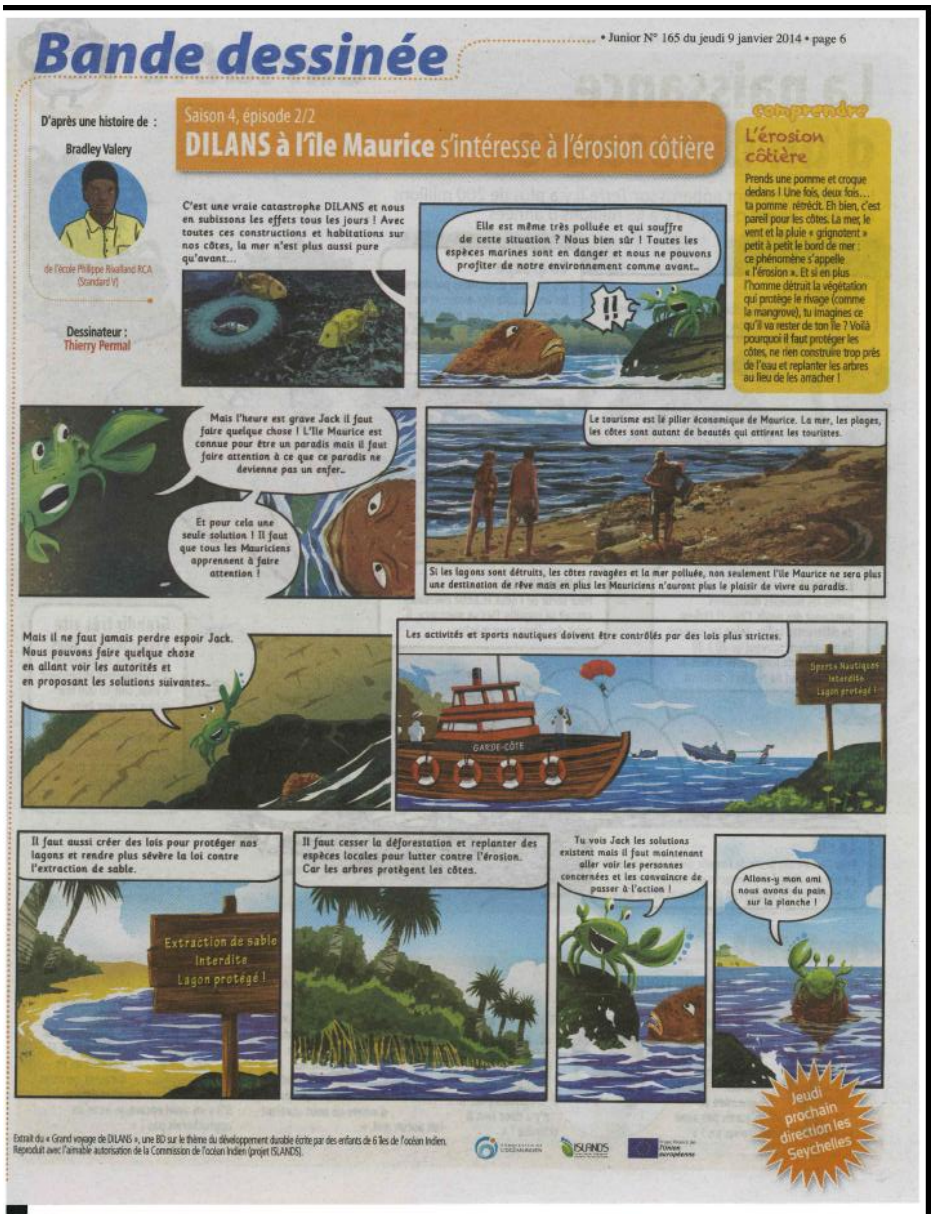
This represents a 10.7% increase over 2012 and the figure is over two and a half times the total population of Seychelles and over five times the working population of the islands. Of the 230,272 visitors, 229,609 came to Seychelles by air and the remaining 663 came by sea. The number of visitors who came for holiday stood at 213,036, those on business numbered 8,027 and those who combined holiday and business was counted at 222. The number of transit passengers was 1,177, while another 7,810 came here for other purposes. Meanwhile, the Central Bank of Seychelles's estimates from tourism earnings in 2013 reached US $343.6 million, representing an increase of 11% over the 2012 figures of US $310.3 million. Commenting on these statistics, Tourism and Culture Minister Alain St Ange extended his congratulations to the Seychelles Tourism Board (STB) for a job well done.

"The strategy in place to market Seychelles is working. The annual marketing meeting where the industry's private sector and the government sit together to plan the year ahead is bringing the results we all wanted and expected. The net has again been dragged to the beach at Beau Vallon and it was full of fish for those interested to come out and

collect their share," Minister St Ange said. He added that the country as a whole now needs to move to benefit more from the tourism business and in so doing increase the yield from tourism. "As a country we are often confused with regards to the yield derived from tourism. Government does not set hotel rates, this is done by the respective establishments and they charge depending on what they feel they can charge when faced by competition, not here but in the region and in the world at large. "We have to work to reinvest, to upgrade so as to get a better rate, but at the same time we need to think outside the box and get more activities for our visitors to appreciate. We need to provide more for them to do so they are able to spend. The state will be proactive facilitators, but it is the private sector that now needs to grab the opportunities that are up for grabs and in so doing increase the country's yield from tourism," Minister Alain St Ange added.

http://www.nation.sc/article.html?id=240314

Développement durable



Bande dessinée

• Junior N° 165 du jeudi 9 janvier 2014 • page 6

D'après une histoire de :
Bradley Valery
de l'école Philippe Rivalland RCA (Standard V)

Dessinateur :
Thierry Permal

Saison 4, épisode 2/2

DILANS à l'île Maurice s'intéresse à l'érosion côtière

C'est une vraie catastrophe DILANS et nous en subissons les effets tous les jours ! Avec toutes ces constructions et habitations sur nos côtes, la mer n'est plus aussi pure qu'avant...

Elle est même très polluée et qui souffre de cette situation ? Nous bien sûr ! Toutes les espèces marines sont en danger et nous ne pouvons profiter de notre environnement comme avant...

comprendre

L'érosion côtière

Prends une pomme et croque dedans ! Une fois, deux fois... ta pomme rétrécit. Eh bien, c'est pareil pour les côtes. La mer, le vent et la pluie « grignotent » petit à petit le bord de mer : ce phénomène s'appelle « l'érosion ». Et si en plus l'homme détruit la végétation qui protège le rivage (comme le mangrove), tu imagines ce qu'il va rester de ton île ? Voilà pourquoi il faut protéger les côtes, ne rien construire trop près de l'eau et replanter les arbres au lieu de les arracher !

Mais l'heure est grave Jack il faut faire quelque chose ! L'Ile Maurice est connue pour être un paradis mais il faut faire attention à ce que ce paradis ne devienne pas un enfer..

Et pour cela une seule solution ! Il faut que tous les Mauriciens apprennent à faire attention !

Le tourisme est le pilier économique de Maurice. La mer, les plages, les côtes sont autant de beautés qui attirent les touristes.

Si les lagons sont détruits, les côtes ravagées et la mer polluée, non seulement l'île Maurice ne sera plus une destination de rêve mais en plus les Mauriciens n'auront plus le plaisir de vivre au paradis.

Mais il ne faut jamais perdre espoir Jack. Nous pouvons faire quelque chose en allant voir les autorités et en proposant les solutions suivantes..

Les activités et sports nautiques doivent être contrôlés par des lois plus strictes.

GARDE-CÔTE

Sports Nautiques Interdits Lagon protégé !

Il faut aussi créer des lois pour protéger nos lagons et rendre plus sévère la loi contre l'extraction de sable.

Extraction de sable Interdite Lagon protégé !

Il faut cesser la déforestation et replanter des espèces locales pour lutter contre l'érosion. Car les arbres protègent les côtes.

Tu vois Jack les solutions existent mais il faut maintenant aller voir les personnes concernées et les convaincre de passer à l'action !

Allons-y mon ami nous avons du pain sur la planche !

Jeudi prochain direction les Seychelles

Extrait du « Grand voyage de DILANS », une BD sur le thème du développement durable écrite par des enfants de 6 îles de l'océan Indien. Reproduit avec l'aimable autorisation de la Commission de l'océan Indien (projet ISLANDS).

ISLANDS